



Recommandation politique 1

Repenser les outils de financement de l'action climatique des collectivités territoriales

« Les délais imposés par les appels d'offres nécessitent une maturité importante sur les sujets ciblés. On n'improvise pas un programme ambitieux. Cette maturité se gagne en accumulant les travaux de prospective et en consolidant les partenariats. Les petites collectivités, déjà accaparées par l'exercice de leurs compétences, n'ont pas ce temps préalable. »

Joffrey Perrussel

Chargé de la stratégie bas carbone
La Rochelle Territoire Zéro Carbone

« Si, en tant que district allemand, nous avons fait de tels progrès dans la protection du climat, c'est parce que nous avons pu renforcer nos équipes et celles des communes, qui coopèrent étroitement. Cela reste un défi de continuer à financer ces postes et d'en créer encore plus. La protection du climat reste tributaire d'un bon financement, qui provient essentiellement d'aides publiques à l'heure actuelle. »

Silke Wesselmann

Directrice de l'Agence pour la protection du climat et le développement durable
(Amt für Klimaschutz und Nachhaltigkeit)
District (Kreis) de Steinfurt

L'Agence pour la protection du climat et le développement durable du district de Steinfurt est pionnière en Allemagne en matière de transition écologique. Une équipe de 25 personnes est chargée de la protection et de l'adaptation climatique, du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ainsi que de la création de valeur régionale. A travers une association spécialement créée dans ce but, *Energieland e.V.*, le district coopère avec des entreprises, conseille, met en réseau et informe ses communes et ses citoyens. Le district aide également ses 24 villes et communes à demander des financements pour des mesures climatiques, en déposant par exemple des demandes groupées de postes de responsables de la protection du climat¹. Néanmoins, même un district aussi bien doté en personnel doit continuellement chercher des financements supplémentaires pour sa politique climatique, ce qui nécessite des ressources suffisantes pour se repérer dans le « maquis des subventions ». On ne peut pas attendre de chaque collectivité territoriale qu'elle puisse mobiliser ce type de ressources.

Exposé des motifs

Les collectivités territoriales sont en première ligne dans la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Elles ont donc besoin d'investissements publics en faveur du climat. En Allemagne, les besoins des collectivités territoriales² en investissements climatiques sont estimés à 17 milliards d'euros par an. À titre de comparaison, ceux du gouvernement fédéral s'élèvent à 9 milliards d'euros par an. Ces besoins restent toutefois insatisfaits actuellement. La situation est similaire en France : selon les estimations du centre de recherche I4CE, les pouvoirs publics doivent à court terme réaliser 9 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires pour atteindre les objectifs climatiques. Au vu des 45 milliards d'euros d'investissements publics et privés déjà réalisés au total en 2020, cet objectif semble réalisable.

Il existe déjà un grand nombre de programmes d'aide aux collectivités territoriales pour leurs mesures climatiques. Pourtant, ils sont souvent mal connus des collectivités territoriales, ou elles ne savent pas comment y accéder. Les délais de candidature sont courts, les procédures bureaucratiques. Comme en témoignent les expériences de Steinfurt et de La Rochelle, il faut du personnel, des compétences et des partenariats solides pour pouvoir en bénéficier.

En Allemagne, les mesures climatiques à l'échelle des collectivités territoriales représentent jusqu'à présent une mission facultative, qui, de ce fait, reste en retrait derrière d'autres objectifs. En France, l'élaboration de plans d'action communaux en faveur du climat est certes obligatoire, mais elle ne s'accompagne pas d'un financement suffisant.

En outre, les mesures climatiques ne sont pas systématiquement intégrées dans les budgets communaux existants. Pour ce faire, les collectivités territoriales auraient besoin de conseils et de soutien.

Argumentaire

Les expériences locales en Allemagne et en France montrent que le financement des mesures climatiques à l'échelle des collectivités territoriales doit encore être consolidé. Les programmes d'aide, aussi importants soient-ils, ne sont pas suffisamment accessibles à une majorité d'entre elles.

La mobilisation impressionnante observée au niveau local pourrait être accrue par un meilleur financement alloué aux collectivités territoriales. Les gouvernements nationaux, tant en France qu'en Allemagne, doivent garantir l'accès de toutes les collectivités territoriales à un financement de long terme de leurs mesures climatiques. Le Forum pour l'avenir franco-allemand recommande aux gouvernements français et allemand de prendre les mesures suivantes :

En France et en Allemagne

1.1 Simplifier l'accès des collectivités territoriales aux dispositifs d'aide gouvernementale visant à soutenir leur transition socio-écologique :

- Les gouvernements devraient renforcer des structures régionales d'appui aux collectivités territoriales, afin de soutenir leur capacité de planification des mesures climatiques. Ces structures devraient également appuyer les collectivités territoriales dans leurs démarches pour solliciter des aides nationales – en particulier les collectivités « débutantes » en matière d'action climatique, qui ont besoin de moyens humains et de compétences pour développer des stratégies de financement à long terme.
- Les gouvernements devraient drastiquement simplifier les procédures administratives requises dans le cadre des dispositifs d'aide gouvernementale, sans altérer la capacité de pilotage et de contrôle des fonds alloués. Pour y parvenir, les collectivités territoriales doivent être associées à l'évaluation et la révision des dispositifs d'aide gouvernementale.

1.2 Intégrer des critères climatiques et environnementaux dans tous les programmes nationaux d'aide aux collectivités territoriales

Les gouvernements nationaux devraient faire en sorte que tout programme national d'aide aux collectivités territoriales intègre comme critère les effets sur la protection du climat et de l'environnement et l'adaptation aux conséquences du réchauffement. Le surcoût que l'inclusion de ce critère induit pour les collectivités territoriales devrait faire l'objet d'une compensation financière.

1.3 Lancer un concours d'innovations climatiques inter-administrations

L'État fédéral, les *Länder* et les communes allemandes, le gouvernement national et les collectivités territoriales françaises sont confrontés à des difficultés similaires en matière de mesures climatiques. Elles travaillent de concert pour trouver des solutions. Afin de stimuler les échanges de solutions innovantes entre les niveaux national et local, les gouvernements devraient lancer un concours d'innovations climatiques. Ce concours serait ouvert à toutes les administrations publiques et collectivités territoriales et rendrait visibles les solutions


innovantes, par exemple les mesures climatiques rentables ou les nouveaux modèles de financement. Le concours pourrait comporter les catégories suivantes :

- Neutralité climatique des administrations publiques
- Neutralité climatique des bâtiments publics
- Appareils à haute efficacité énergétique
- Commande publique vertueuse (ex : favorisant l'économie circulaire, le recyclage, etc.)
- Concepts de mobilité

Un tel concours pourrait également être organisé par la France et l'Allemagne de manière binationale.


1.4 Renforcer encore les critères environnementaux et climatiques dans le droit européen régulant les marchés publics

Les gouvernements allemand et français devraient s'engager ensemble au niveau européen pour que les critères de protection du climat et de respect de l'environnement soient **davantage intégrés dans le droit des marchés publics** et mieux respectés dans la pratique.

 Le Forum pour l'avenir franco-allemand recommande au **gouvernement français** les mesures supplémentaires suivantes :

1.5 Exclure des Contrats de Cahors les dépenses des collectivités territoriales consacrées à l'action climatique

Les dépenses des collectivités territoriales liées aux mesures climatiques devraient être exclues des engagements de limitation des finances publiques pris lors de la conférence de Cahors de 2017.

 Le Forum pour l'avenir franco-allemand recommande au **gouvernement fédéral allemand** les mesures supplémentaires suivantes :

1.6 Assurer le financement à long terme des mesures climatiques communales

En Allemagne, l'accord de coalition prévoit « une **consolidation du financement commun** de l'État fédéral et des *Länder* pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ». L'État fédéral devrait examiner comment des accords entre le niveau fédéral et les *Länder* peuvent garantir le financement des mesures climatiques à l'échelle des collectivités territoriales. Contrairement à la France, l'Allemagne doit, du fait de sa structure fédérale, trouver des solutions innovantes pour renforcer les collectivités territoriales en tant qu'acteurs importants pour la protection du climat..

¹ Le gouvernement fédéral allemand a mis en place un **programme de soutien** pour financer des postes de « Responsables de la protection du climat » au sein des collectivités territoriales.

² Par la suite, le terme « collectivités territoriales » sera utilisé dans le contexte allemand pour désigner les communes rurales et urbaines, ainsi que les districts (*Kreise*) et les arrondissements (*Stadtbezirke*). Ces différents niveaux de gouvernement local sont désignés dans la version allemande de ce document par le terme *Kommune*.

Pour en savoir plus sur notre travail :

forumpourlavenir.eu
info.zukunftswerk@iass-potsdam.de



Mis en œuvre par



SPONSORISÉ PAR LE

Ministère fédéral
de l'Éducation
et de la Recherche

